REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 07 au 13 février 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Projet GPS : AP-COI.....2
- AP-COI : Préparation de la réunion de la Conférence des présidents au menu

1.2 Energies.....4
- FORMATION - SOLAIRE | Barefoot College dans l'Androy

1.3 Météorologie.....6
- Les Seychelles vont améliorer le système d'alerte précoce dans le cadre du projet CREWS

1.4 Indianocéanie.....8
- JEAN-CLAUDE DE LESTRAC : « JE ME POSE DES QUESTIONS SUR L'INDIANOCÉANIE… »

1.5 Journée Mondiale Légumineuses.....10
- Journée mondiale des légumineuses 2023 : Maneesh Gobin souligne l'importance des légumineuses dans les plats

1.6 Projet Ecofish.....11
- Lutte contre la pêche illégale dans l'Océan Indien

2. Centres d'Intérêts

2.1 Environnement.....15
- Environnement : Renforcement de la protection de la Montagne des Français
- Coraux à La Réunion : agir avant qu'ils ne disparaissent

2.2 Tourisme.....17
- Tourisme : un début d'année prometteur

2.3 Pêche.....18
- CRPMEM et FPAOI réagissent aux travaux de la Commission thonière de l'Océan Indien

2.4 Transition énergétique.....19
- Lancement du Fonds vert : 22,69 millions d'euros pour La Réunion

AP-COI : Préparation de la réunion de la Conférence des présidents au menu



Après la rencontre qui s'est déroulée le 9 novembre dernier, le comité d'administration de l'association parlementaire de la Commission de l'océan Indien est réuni, depuis hier, à l'hôtel Le Louvre Antaninarenina. L'événement a été lancé officiellement par le secrétaire général de la Commission, Vêlayoudom Marimoutou, avec la présence de la présidente de l'Assemblée nationale, Christine Razanamahasoa, et le ministre des Affaires étrangères par intérim, le général Richard Rakotonirina. En effet, ce comité, qui comprend 3 parlementaires, le secrétaire général du Parlement qui compose la COI et l'équipe du secrétaire général de la COI, examinera spécifiquement la réforme et l'amélioration du statut et le fonctionnement au sein de l'organisation, les tâches à accomplir et la stratégie pour y parvenir, et la préparation de la réunion de la Conférence des présidents, durant cette réunion.

Mise sur pied en 1997 pour créer un lien démocratique entre les États membres de la COI et renforcer la solidarité en faveur du développement régional, l'AP-COI a été redynamisée avec le soutien du projet Gouvernance, paix et stabilité de la COI financé par l'Agence française de développement, le 9 novembre dernier. Même si elle ambitionne d'apporter ses contributions réflexives et en actions pour la gouvernance, la consolidation de l'État de droit et aussi pour le développement de l'Indianocéanie, des réalisations concrètes sont attendues de sa part. Elle s'est engagée, néanmoins, à soutenir Madagascar dans le processus électoral comme elle a déjà fait lors des précédents scrutins.



Madagascar abrite la réunion du Comité Exécutif de l'Association Parlementaire de la COI

La réunion du Comité Exécutif (COMEX) de l'Association Parlementaire de la Commission de l'Océan Indien (AP-COI) a lieu les 9 et 10 février 2023 à Antaninarenina. Cette réunion est présidée par le Secrétaire Général de la COI, Vêlayoudom Marimoutou, la Présidente de l'Assemblée Nationale, Razanamahasoa Christine, et le ministre des Affaires Étrangères par intérim Rakotonirina Richard.

Il s'agit de la première réunion du COMEX qui fait suite à celle qui a eu lieu le 9 novembre 2022 entre les présidents des assemblées nationales des pays membres de la COI, avec pour objectif l'appui à la redynamisation et le fonctionnement de l'AP-COI.

Le COMEX AP-COI, composé de 3 parlementaires et du Secrétaire Général pour chaque assemblée nationale ainsi que de l'équipe du Secrétaire Général de la COI, examinera la réforme et l'amélioration des statuts et du règlement intérieur existants, la définition de la composition des structures de l'AP-COI, l'identification des besoins et la définition des plans d'action et la préparation pour la réunion de la Conférence des Présidents.

Pour rappel, l'AP-COI est le réseau des parlementaires de l'Indianocéanie œuvrant dans la promotion et la consolidation de la diplomatie parlementaire. En effet, les parlementaires de la région ont un rôle important à jouer pour la consolidation de la paix, la promotion de la gouvernance démocratique, le renforcement des institutions. Ils participent ainsi à bâtir une zone de stabilité.

Lire aussi :

- https://newsmada.com/2023/02/10/association-des-parlementaires-de-la-coi-le-comite-de-gestion-au-pays/
- https://assemblee-nationale.mg/reunion-du-comite-executif-de-lassociation-parlementaire-de-la-commission-de-locean-indien-a-antananarivo/

FORMATION - SOLAIRE | Barefoot College dans l'Androy



Barefoot College pour Madagascar, qui soutient les communautés rurales isolées pour qu'elles bénéficient de manière durable des bienfaits de l'éclairage moderne et de l'électricité, est maintenant opérationnel dans la région Androy.
Dans le Sud de Madagascar et spécialement dans la région de l'Androy, l'éclairage domestique demeure l'un des premiers soucis majeurs des ménages dans la mesure où l'amélioration des revenus des mères de familles est conditionnée par l'accès défaillant à l'énergie. Afin de répondre à ce défi, avec le soutien du Pnud Madagascar, huit mères de famille issues de l'Androy, dans la Commune rurale de Behazomanga et de Tsihombe, sont actuellement en pleine formation pratique et technique afin de devenir par la suite des « Femmes Ingénieurs Solaires » au centre de formation de Barefoot College Madagascar à Tsiafajavona, Ambatolampy.

Selon les explications données, Barefoot College Madagascar dispose de l'expertise et de compétence reconnues sur l'apprentissage des femmes dans les milieux ruraux et enclavés à la maitrise de l'ingénierie solaire. Selon les promoteurs du programme, la participation de ces femmes de l'Androy à cette formation à l'accès à l'énergie assurera incontestablement une stabilité et une amélioration dans la gestion du budget de leur ménage.

Pour rappel, Ambakivao, village de la région de Menabe, a été la première localité à bénéficier de l'initiative « Un Barefoot College pour Madagascar », qui soutient les communautés rurales isolées pour qu'elles bénéficient de manière durable des bienfaits de l'éclairage moderne et de l'électricité. Initiée par WWF dans le pays, l'initiative prend progressivement de l'ampleur dans le cadre de la collaboration entre les gouvernements indien

et malgache, et notamment avec le soutien financier de l'Union Européenne à travers le programme « Energies » de la Commission de l'Océan Indien.

« Ambakivao est aujourd'hui la fierté du Menabe. Et c'est un accomplissement pour nous tous, le fruit de nos efforts communs. Depuis le départ de nos grands-mères en Inde jusqu'à l'acheminement des équipements solaires dans ce village, les parties prenantes ont travaillé main dans la main avec WWF. D'autres villages à Madagascar suivront notre exemple », a-t-on rapporté. D'ici 2030, l'objectif est de former 744 femmes issues de villages ruraux isolés en technologie solaire, pour que 630.000 ménages dans tout le pays puissent accéder à l'éclairage moderne et à l'électricité.

Les Seychelles vont améliorer le système d'alerte précoce dans le cadre du projet CREWS

Par : **Sharon Ernesta**



Agricole que cela permettra à l'Autorité météorologique des Seychelles d'établir des systèmes d'alerte précoce qui profiteront aux Seychelles au cours des 5 prochaines années. (Nation des Seychelles)

(Seychelles News Agency) - Les Seychelles devraient bénéficier de la formation et de la technologie dans le cadre d'un projet mondial de 30 millions de dollars en 2023 pour améliorer son système d'alerte précoce en cas de catastrophe, selon un haut responsable de l'environnement.

Le projet financé par les Nations Unies s'adresse aux petits États insulaires en développement (PEID) comme les Seychelles ainsi qu'aux pays les moins avancés (PMA), qui, ensemble, sont les pays les plus vulnérables du monde.

Dans une interview accordée à la SNA, le conseiller spécial pour le changement climatique au ministère de l'Agriculture, de l'Environnement et du Changement climatique, Wills Agricole, a déclaré que le **système d'alerte précoce des risques climatiques** (CREWS) permettra à l'Autorité météorologique des Seychelles (SMA) d'"établir systèmes d'alerte qui bénéficieront aux Seychelles au cours des 5 prochaines années - bénéficient de formations et d'une expertise technique entre autres. Dans notre région, c'est la Commission de l'océan Indien qui coordonnera ce projet.

L'initiative spécialisée CREWS a été créée pour sauver des vies, des biens et des moyens de subsistance grâce à un accès accru aux alertes météorologiques précoces et aux informations sur les risques pour les habitants des PMA et des PEID.

Lors d'un événement parallèle organisé à la 27e Conférence des Parties (COP27) à la fin de l'année dernière en Égypte, le ministre seychellois de l'Agriculture, de l'Environnement et du Changement climatique, Flavien Joubert, a déclaré que les systèmes d'alerte précoce sont une adaptation éprouvée, efficace et réalisable au climat. mesure qui sauve des vies et offre un retour sur investissement décuplé.

"Le rapport sur l'état du climat mondial 2021 de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) montre que les événements météorologiques extrêmes, les inondations, la sécheresse, les vagues de chaleur et les tempêtes, ont entraîné des centaines de milliards de dollars de pertes économiques et ont fait un lourd tribut aux vies humaines et au bien-être. Le sixième rapport d'évaluation du GIEC sur les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité a reconnu les systèmes d'alerte précoce et les activités de gestion des risques de catastrophe comme des options d'adaptation transversales clés, qui améliorent les avantages d'autres mesures d'adaptation lorsqu'elles sont combinées », a déclaré Joubert.

Le ministre a souligné que d'importantes lacunes subsistent dans les systèmes d'alerte précoce, en particulier dans les pays en développement et en particulier dans les PEID et les PMA, ajoutant qu'il existe une incapacité mondiale à traduire les alertes précoces en actions rapides.

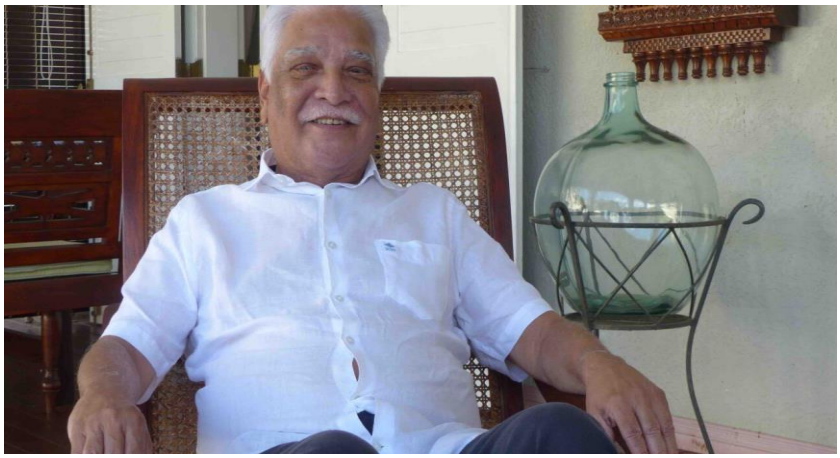
Il a appelé les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, et d'autres pays et communautés vulnérables à devenir plus résilients aux impacts des conditions météorologiques extrêmes et du changement climatique grâce à de meilleurs mécanismes d'alerte précoce.

"Ce sera crucial pour garantir que chaque personne, chaque communauté et chaque nation ait accès à des systèmes d'alerte précoce efficaces au cours des cinq prochaines années dans le cadre du plan de l'OMM. Ce sera une action très significative pour les pays vulnérables une fois mise en œuvre. La nécessité est urgent. Le nombre de catastrophes enregistrées a été multiplié par cinq, en partie à cause du changement climatique induit par l'homme et de conditions météorologiques plus extrêmes. Cette tendance devrait se poursuivre », a expliqué Joubert.

Il a noté que la moitié des pays dans le monde n'ont pas de systèmes d'alerte précoce et encore moins ont des cadres réglementaires pour lier les alertes précoces aux plans d'urgence.

"La couverture est la pire pour les pays en développement en première ligne du changement climatique, un système d'alerte précoce tel que CREWS sauvera des vies et apportera de vastes avantages économiques. Par conséquent, protéger les vies et sauvegarder les moyens de subsistance de ceux qui sont en première ligne de la crise climatique , comme nous les PEID, doit être une responsabilité mondiale collective », a déclaré Joubert.

JEAN-CLAUDE DE LESTRAC : « JE ME POSE DES QUESTIONS SUR L'INDIANOCÉANIE… »



L'EX SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN (2012/2016) EST D'ABORD UN DE SES PÈRES FONDATEURS. EN 1982, AUX CÔTÉS DU SEYCHELLOIS MAXIME FERRARI ET DU MALGACHE CHRISTIAN RÉMI RICHARD, LES TROIS MINISTRES INITIAIENT L'INSTANCE RÉGIONALE QUI AURAIT DÛ S'APPELER LA COMMUNAUTÉ DE L'OCÉAN INDIEN ET NON PAS COMMISSION. UNE DIFFÉRENCE SÉMANTIQUE QUE CE SAGE DE L'INDIANOCÉANIE EXPLIQUE POUR LE QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE DE L'INSTITUTION.

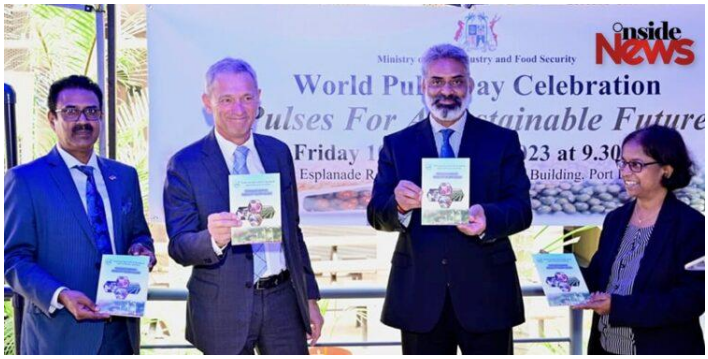
Par Jacques Rombi

A l'occasion des 40 ans de la COI, nous avons rencontré Jean Claude de L'Estrac pour faire un bilan. Si les points forts sont bien connus, notamment les programmes de sécurité maritime ou encore la facilitation de la mise en place du câble Métiss, les problèmes liés aux transports maritime et aérien n'ont guère évolué.Du coup, les échanges régionaux oscillent toujours autour de 3% des échanges globaux.C'est un échec. En cause ? de mauvaises analyses et l'influence des cabinets conseils : « c'est le problème de la poule et de l'œuf. J'avais par exemple commandité une étude sur le lancement d'une compagnie maritime régionale, en tant que SG de la COI. Mais les consultants ont jugé que la faiblesse des échanges ne justifiait pas le lancement d'une ligne spécifique. Pourtant c'est l'inverse qu'il faut voir, car si les échanges inter-îles restent faibles, c'est justement parce qu'il n'y a pas de bateau ! ». Lance t'il sur le ton du dépit avant de multiplier les exemples car ce serait, d'après lui, un état d'esprit général qui tue dans l'œuf la poule aux œufs d'or d'une Indianocéanie naguère riche et prospère. « Même histoire avec les grands ports de La Réunion et de Port Louis qui se font la compétition. Mon idée était d'avoir non pas un seul grand hub d'éclatement, mais deux avec par exemple La Réunion dédiée aux trafics

avec l'Europe, et Port Louis se réservant les échanges avec l'Asie et d'autres régions.
J'avais invité les représentants de COSCO (China Ocean Shipping Company), le premier transporteur maritime chinois pour étudier la mise à disposition d'un feeder inter-îles. Ils étaient plutôt favorables, mais le rapport du cabinet commandité par la COI a enterré le projet ! »
« ON N'A PAS L'ESPRIT COLLECTIF MAIS CELUI DE COMPÉTITION…»
Concernant le transport aérien, l'échec est aussi à constater. Le manque de vraie coopération entre les compagnies fait que les prix au kilomètre parcouru restent parmi les plus chers au monde….

Lire l'ITV complète sur notre dixième édition du Journal des Archipels, actuellement distribuée dans toute l'Indianocéanie.

Journée mondiale des légumineuses 2023 : Maneesh Gobin souligne l'importance des légumineuses dans les plats



Le ministre l'Agro-Industrie et de la Sécurité alimentaire, Maneesh Gobin a souligné l'importance des légumineuses dans les plats en raison de leur valeur nutritive, environnementale et économique ainsi que de leur période de conservation. C'était dans son allocution à l'ouverture d'une exposition sur les produits à base de haricot, tels que farine, burger, crackers et barre énergétique sur l'esplanade du Renganaden Seeneevassen Building à Port Louis, ce vendredi.

Une activité, organisée par le ministère de l'Agro-Industrie et de la Sécurité Alimentaire, conjointement avec le Food and Agricultural Research and Extension Institute (FAREI) en marge de la Journée Mondiale des Légumineuses 2023. Un livret sur la production de semences de haricot de qualité a également été lancé à cette occasion.

En vue d'encourager davantage la production locale de légumineuses, Maneesh Gobin a souligné que l'importation annuelle a tourné autour de 12 600 tonnes de légumineuses au coût de Rs 420 millions pour l'année financière de l'année 2020-2021.

Il a également, exprimé sa satisfaction aux partenaires à l'instar de l'Union Européenne (UE) et la Commission de l'océan Indien (COI) pour soutenir Maurice dans ses efforts pour promouvoir les cultures produites localement. Il a invité le public à profiter de l'exposition afin de mieux connaître les bienfaits des légumineuses sur la santé et l'environnement.

Pour sa part, l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) à Maurice, Vincent Degert Degert, il a réitéré le soutien de l'UE à Maurice à travers des initiatives telles que le programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle qu'est le Food-Sec Semence. Ce programme, a-t-il indiqué, vise à dynamiser une chaîne de valeur de semences et de plants sains et adaptés dans le sud-ouest de l'océan Indien.

Quant au directeur par intérim du FAREI, il a souligné que des activités de recherche ont été entreprises sur l'introduction et l'évaluation de nouvelles variétés de haricots, conformément à la politique gouvernementale visant à renforcer le niveau d'autosuffisance, à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à réduire les importations.

La Gazette des Comores

Lutte contre la pêche illégale dans l'Océan indien : « Les infractions graves ont considérablement baissé »

08/02/2023  Andjouza Abouheir







Après 23 jours de mission dans la sous-région soit du 07 au 30 janvier, les pays représentants au plan régional de surveillance des pêches ont célébré la fin de leur soixantième patrouille conjointe à bord du navire OSIRIS II. La COI parle d'un dispositif régional de contrôle et dissuasion efficace.

Après avoir sillonné la sous-région à savoir les mers des Comores, de la France/La Réunion, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et de la Tanzanie du 7 au 30 janvier dernier, grâce à l'appui de la Région Réunion par le biais des fonds FEDER/INTERREG, les pays participants au plan régional de surveillance des pêches (PRSP) ont célébré la fin de leur soixantième patrouille conjointe à bord du navire OSIRIS II. Cette cérémonie qui marque également les quinze années de coopération de ces pays dans la lutte contre la pêche illégale, a vu la présence des représentants des Comores, de la France/La Réunion, du Kenya, de Madagascar, de Maurice, du Mozambique, des Seychelles ainsi que de la Tanzanie.

Dans cette 60e mission, 34 bateaux ont été contrôlés sans qu'aucune infraction majeure ne soit notée dans les espaces maritimes du Sud-Ouest de l'océan Indien. A cela, la région du Sud-Ouest de l'océan Indien envoie un message fort de dissuasion aux potentiels pêcheurs illégaux grâce au PRSP. Et selon eux, le ratio d'infractions graves a considérablement baissé depuis que le PRSP a été mis sur pied.

Le secrétaire générale de la COI Vêlayoudom Marimoutou montre que « 25% des infractions relevées lors de la première mission étaient graves, toutes les infractions constatées lors de la 60e mission sont mineures. Cette réussite se traduit par le score des pays participants au PRSP dans l'index de la pêche INN. Depuis 2021, le score moyen des pays du PRSP est passé devant celui du score mondial. De même, 5 des 9 pays ont substantiellement progressé dans le classement mondial, en remontant entre 17 et 64 places. En outre, la région est devenue non seulement plus efficace dans la lutte contre la pêche illégale, non-réglementée et non-déclarée, mais aussi plus efficiente en ce qu'il s'agit des coûts associés à la surveillance. En effet, les systèmes mis en place pour échanger et analyser les données relatives à la pêche dans la région ont permis de mener des actions plus adaptées et mieux orientées ».

Notons qu'au-delà de la mutualisation des ressources, le PRSP facilite le partage d'informations relatives aux mouvements des navires, aux licences, aux rapports d'inspection, etc. Le PRSP appuie également les efforts nationaux dans la lutte contre la pêche INN. La mise en place du PRSP est la concrétisation des orientations adoptées par les chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet de la COI en 2005, qui soulignent l'urgence de coopérer pour combattre la pêche illégale dans la région. Pour mémoire, la COI a organisé une conférence des ministres en charge de la pêche en 2007, ce qui a abouti à l'établissement du PRSP la même année, avec l'appui financier de l'Union européenne.

Andjouza Abouheir

Lire aussi :

- La Commission de l'océan Indien veut assurer l'avenir de la surveillance des pêches (ouest-france.fr)
- https://www.africa-press.net/seychelles/all-news/fight-against-illegal-fishing
-
- https://www.afropages.fr/habarizacomores/la-region-du-sud-ouest-de-l-ocean-indien-envoie-un-message-fort-de-dissuasion-aux-potentiels-pecheurs-illegaux
-
- https://www.habarizacomores.com/2023/01/la-region-du-sud-ouest-de-locean-indien.html
-
- https://www.lagazette-mag.io/lecologie-au-service-du-tourisme/
-
- https://mauritiushindinews.com/ion-news/60th-prsp-patrol-an-effective-regional-control-and-deterrence-system/
-
- https://adf-magazine.com/fr/2023/01/une-donation-de-lioc-aide-le-kenya-a-combattre-la-peche-illegale/
-
- https://www.iwacu-burundi.org/ue-latafima-eradiquer-la-peche-illicite-pour-augmenter-la-production-des-poissons/

- https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/peche/le-plan-de-surveillance-des-peches-dans-locean-indien-cherche-un-cadre-perenne-46300
-
- https://www.memento.fr/article_02-02-2023-60e-patrouille-du-prsp-un-dispositif-regional-de-controle-et-de-dissuasion-efficace
-
- https://midi-madagasikara.mg/2023/02/01/surveillance-des-peches-les-patrouilles-font-leurs-effets-dans-locean-indien/
-
- https://imazpress.com/actus-reunion/plan-regional-de-surveillance-des-peches-un-controle-et-une-dissuasion-efficace
-
- https://ionnews.mu/60e-patrouille-du-prsp-un-dispositif-regional-de-controle-et-de-dissuasion-efficace/
-
- https://newsmada.com/2023/02/02/coi-nihena-ny-jono-tsy-manara-dalana/
- https://www.antennereunion.fr/infos-et-magazines/le-12h30/replay/replay-le-12h30-mardi-31-janvier-2023
-
- https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/programme-video/la1ere_reunion_le-journal-de-19h-de-la-reunion/diffusion/4522063-edition-du-lundi-30-janvier-2023.html

Environnement : Renforcement de la protection de la Montagne des Français



La ministre Marie-Orléa Vina lors du lancement de la campagne de reboisement dans la Diana.

Le ministère de l'Environnement et du Développement Durable renforce les dispositifs de protection des aires protégées. C'est dans cette perspective que la ministre Marie-Orléa Vina était à Antsiranana pour l'inauguration d'un showroom et d'une centrale solaire dans le *fokontany* d'Andavakoera, commune rurale de Ramena. Ces infrastructures sont destinées à faciliter les actions pour la préservation de l'aire protégée d'Ambohitr'Antsingy, la Montagne des Français dans la région Diana. Une bonne option en tout cas pour le tourisme local, quand on sait que la Montagne des Français figure parmi les sites touristiques les plus visités de cette région du Nord du pays.

L'inauguration a également vu la présence de l'ambassadeur de Corée du Sud, Son Yongho et du directeur du bureau régional Afrique de l'Est de L'UNESCO, Makarigakis Alexandros. Le showroom qui a été remis dans le cadre du projet Biocom permettra également aux artisans locaux de faire la promotion de leurs produits. 70 ménages bénéficient par ailleurs de l'électricité fournie par la centrale solaire.

Notons que durant sa mission dans le Nord, la ministre Marie-Orléa Vina a également procédé au lancement officiel de la campagne de reboisement 2023 pour la région Diana. 16.000 plants ont été mis en terre sur une superficie de 16 Ha sur le site de reboisement d'Anketrabe Antsiranana II. En 2022, 4.993 ha ont été reboisés dans la région Diana.

R.Edmond.

Coraux à La Réunion : agir avant qu'ils ne disparaissent



Plus les années passent, plus le nombre de coraux vivants diminue dans les eaux réunionnaises. On estime, selon les données scientifiques, qu'actuellement entre 20 et 30 % des coraux sont vivants, alors qu'ils étaient 40 % il y a plus de 20 ans. Grâce à différentes campagnes d'éducation et de préservation des coraux, une conscientisation croissante de la population peut être notée. Il faut donc continuer d'agir et les protéger sinon, il ne pourrait bien ne plus en avoir d'ici 2100.

Avec leur jolie branche et leur plaque, leur diversité de couleur, les coraux font parti intégrante du paysage marin de La Réunion et font la fierté de l'île.
Pour rappel, les coraux sont de petits animaux, en forme de mininaémone de mer qui peuvent constituer des colonies. "Ces polypes fabriquent un squelette commun qui pour certaines espèces deviennent les bases fondatrices d'un récif corallien", définit sur son site l'institut océanographique. En somme, les récifs coralliens sont constitués d'une multitude d'espèces de coraux qui ensemble forme un écosystème, c'est-à-dire un milieu naturel très spécifique constitué de différents végétaux et animaux.
La Fondation de la mer alerte sur son site que 50% des récifs coralliens ont déjà disparu dans le monde, et « un quart des espèces marines en dépendent ».
La Réunion n'est pas épargnée par cette situation. Jean-Pascal Quod, directeur de l'association Reef Check France, estime qu'il faut « quand même relativiser les choses ». « La dégradation des récifs date des années 1980. C'est lié aux activités humaines et au réchauffement climatique. On sait qu'en l'état, c'est tous les pays du monde qui connaissent le problème. Si rien n'est fait d'ici 2100, ils peuvent disparaître ». **Suite de l'article**

Tourisme : un début d'année prometteur

Mandimbisoa R.

Le tourisme poursuit sa reprise à un rythme soutenu. Le début de l'année 2023 s'annonce prometteur si l'on en croit aux déclarations du ministre du tourisme lors d'une conférence de presse hier à Tsimbazaza. Le nombre de touristes en fin janvier 2023 a connu un net rebond. Plus de 10.000 touristes soit dix fois supérieur à la même période (1.898) que l'année dernière ont été enregistrés dans les aéroports.

En 2022, Madagascar a enregistré 132.018 arrivées de touristes étrangers et malgaches. Ce nombre est comptabilisé dans les aéroports et au nombre de visas délivrés, précise le ministère. Environ 9% des touristes sont des malgaches résident à l'extérieur. Les français représentent 41% des touristes enregistrés, suivis par les Italiens (13%), les Polonais, les Tchèques et les Américains.

Pour 2023, le ministère envisage un retour possible des arrivées internationales au niveau de 2019, soit plus de 400.000 touristes. La multiplication de la desserte nationale et internationale, la relance et la promotion de la destination Malagasy sont autant de stratégies ayant permis d'obtenir ces résultats fructueux. La levée et assouplissement des restrictions de voyage international a permis la reprise dans le secteur. A partir du mois d'avril 2022, cinq aéroports principaux étaient en mesure d'accueillir des vols internationaux et régionaux, à savoir Antananarivo, Nosy Be, Majunga, Tamatave et Diego.

CRPMEM et FPAOI réagissent aux travaux de la Commission thonière de l'Océan Indien

« Une mesure sans effet pour la ressource en Océan Indien » – FPAOI

En déplacement à La Réunion pour discuter de son futur plan d'actions 2023-2026 avec la nouvellegouvernance du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM) de La Réunion, laFédération des pêcheurs artisans de l'Océan Indien (FPAOI) réagit aux travaux de la Commission thonière del'Océan Indien qui se sont tenus au Kenya et son président, Keith André, réitère sa demande de mesuresefficaces et courageuses pour espérer un avenir aux stocks halieutiques en océan Indien pour les pêcheursartisans sédentaires.

Depuis octobre 2015, les professionnels de la pêche des Comores, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles et deLa Réunion se sont regroupés en constituant la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI),représentation régionale unique et originale de la pêche artisanale de ce bassin maritime, dont l'ambition est deporter leur voix pour la défense et la durabilité du métier, d'échanger sur les bonnes pratiques et d'améliorer lesconnaissances partagées.

Deux de ses représentants sont actuellement et pour trois jours en déplacement à La Réunion pour discuter desgrandes lignes du plan d'actions 2023-2026 de la FPAOI et aussi entrevoir de nouvelles pistes de financement pourporter le plaidoyer des pêcheurs artisans dans les différentes instances chargées de la mer et de la préservationdurable des ressources halieutiques. Entre autres au programme de leur déplacement, une rencontre avec l'élurégional en charge de la pêche, M. Wilfrid Bertile, lequel leur a assuré du soutien de la Collectivité dans les actionsà venir, notamment dans l'organisation en juillet prochain à La Réunion de l'assemblée générale de la FPAOI.

Les discussions avec le CRPMEM de La Réunion ont également porté sur la conclusion des travaux au Kenya de laCommission thonière de l'océan Indien (CTOI), réunie en session extraordinaire consacrée aux dispositifs deconcentration de poissons (DCP). **Suite de l'article**

Lancement du Fonds vert : 22,69 millions d'euros pour La Réunion



Annoncé par le gouvernement en août dernier, le Fonds vert, ou Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, est dès à présent opérationnel à La Réunion. L'enveloppe allouée est de 22,69 millions d'euros.

Transition énergétique, écologique et l'adaptation au changement climatique… voici ce que cherche à encourager le Fonds vert de l'État. Au niveau national, il est doté en 2023 de 2 milliards d'euros de l'État, complétés par 1,2 milliards d'euros de la Banque des Territoires. Pour La Réunion, l'enveloppe allouée par l'État en 2023 s'élève à 22,69 millions d'euros, qui pourront également être complétés par des crédits de la Banque des Territoires.
Les acteurs du territoire sont invités à élaborer des projets portant sur un ou plusieurs des 3 axes du Fonds vert :

- **performance environnementale** : rénovation énergétique des bâtiments publics locaux, tri à la source et valorisation énergétique des biodéchets, modernisation de l'éclairage public ;
- **adaptation au changement climatique** : prévention des inondations (mise en œuvre des programmes d'actions de prévention des inondations et gestion des digues), protection du bâti contre les vents cycloniques, adaptation au recul du trait de côte, renaturation des villes et villages (végétalisation, restauration de zones humides, agriculture urbaine, …) ;
- **amélioration du cadre de vie** : recyclage des friches, développement du co-voiturage, déploiement de la stratégie nationale pour la biodiversité (protection des espaces naturels, plans nationaux d'action pour les espèces menacées, lutte contre les espèces exotiques envahissantes, restauration écologique)**.** **Suite de l'article**